

Le rêve fou des maîtres de l'Afrique du Sud : stériliser la population noire qui augmente trop vite à leur gré. Le moyen : l'inoculation massive d'un contraceptif dangereux.

SUR GÉNOCIDE ORDONNANCE ?

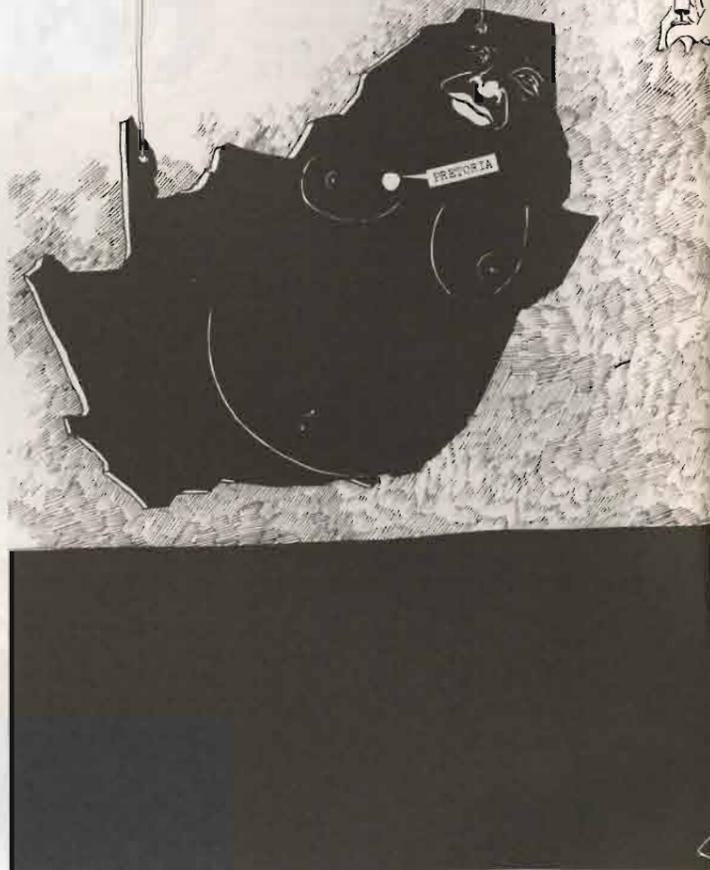
Les autorités sud-africaines seraient-elles capables de pratiquer un génocide par anticipation contre la population noire ? C'est l'accusation lancée par les mouvements anti-apartheid.

En 1981, le mouvement britannique anti-apartheid (A.A.M.), déposant devant un groupe d'experts de l'O.N.U., a affirmé que Pretoria administrait aux femmes noires à leur insu, un produit anti-conceptionnel connu sous le nom de *depo provera*. Ce médicament, disait-il, pouvait avoir des conséquences mortelles pour certaines femmes et, en tout cas, mettre en péril la santé et même la vie d'enfants conçus après que le produit eût cessé de faire son effet. Il pouvait également détruire, selon l'A.A.M., la faculté reproductrice.

Les démentis du gouvernement sud-africain ne convainquirent personne. Au contraire, la déclaration du directeur adjoint de la Santé, le Dr James Gilliland, selon laquelle le *depo provera* était effectivement utilisé à Pretoria, eut des répercussions immédiates dans d'autres pays. Deux gouvernements africains s'apercevant que le produit était en vente chez eux, l'interdirent aussitôt. Ceux qui critiquent le *depo*

provera affirment que le produit peut provoquer des cancers du sein et de l'utérus, des hémorragies ainsi que des malformations du fœtus s'il est administré à des femmes enceintes. De plus, ajoutent-ils, les conséquences à long terme sur les enfants dont les mères ont suivi, ou suivent un traitement pendant l'allaitement, n'ont même pas été étudiées. Ses partisans ne manquent cependant pas. Parmi eux, au premier plan, l'Agence américaine pour le développement (U.S.A.I.D.) ainsi que la Fédération internationale du planning familial (F.I.P.F.). Cette dernière le recommandait encore dans le dernier document qu'elle a publié à ce sujet. « La poursuite de l'utilisation du *depo provera* en tant que contraceptif est un acte responsable », pouvait-on y lire.

L'acétate de médorxyprogestérone retard, commercialisé sous le nom de *depo provera*, est fabriqué aux Etats-Unis par la *Upjohn Company*, l'une des premières sociétés pharmaceutiques américaines. Cette firme du Michigan l'avait découvert, presque par hasard, dans les années 50, en faisant des recherches sur le cancer. Administré sous forme injectable, le *depo provera* retarde la fécondation. Il est sans conséquence irréversible, disent les fabricants, pour la fertilité de la femme. Les piqûres ne sont administrées qu'une fois par mois, ce



Cobaye du Docteur James Gilliland.

qui en fait un contraceptif plus pratique que la pilule traditionnelle qui doit être prise tous les jours. Cette caractéristique le rend très intéressant.

Le *depo provera* est « particulièrement utile dans le cas de femmes analphabètes des régions rurales qui refusent les autres moyens de contraception », affirme ainsi la F.I.P.F. L'USAID le trouve également idéal pour les pays en

développement. Dans une étude publiée en 1981, la F.I.P.F. a estimé que le *depo provera* a été administré, au moins une fois, à plus de dix millions de femmes depuis 1960. Elle-même distribue un demi million de doses chaque année dans cinquante-trois pays. Au moins trois fois plus de femmes l'utiliseraient aujourd'hui à travers le monde. Le plus grave aux yeux des ad-



millions de dollars et quinze années de recherches dans ce produit, mène une campagne très active contre cette décision. Elle a trouvé un allié de poids dans l'USAID. Les dirigeants de l'agence qui s'interdisent d'habitude de diffuser à l'étranger les produits non-autorisés aux Etats-Unis ont fait une exception pour le *depo provera*. Ils ont décidé de le fournir « à tous les pays qui en feraient la demande ».

Ce qui n'est pas bon pour l'Amérique est bon pour l'Afrique.

En dehors de la Nouvelle-Zélande, aucun pays développé n'autorise la vente du produit. En Grande-Bretagne, il n'est utilisé que dans le cas où la femme a été vaccinée contre la rubéole ou lorsque le mari a subi une vasectomie. En France, le professeur Dumez, de l'Hôpital Cochin de Paris, affirme qu'il ne l'utilise que « très rarement » et seulement dans le cas « de personnes défavorisées », notamment en milieu psychiatrique, en tout cas toujours sous stricte surveillance médicale. Deux pays du tiers-monde qui connaissent des conditions de surpeuplement, l'Inde et le Brésil, ne l'ont jamais autorisé. Il est donc facile d'accuser l'USAID de poursuivre des objectifs inavouables sous le couvert de l'aide au développement. Certains parlent même d'une politique de génocide et accusent les Etats-Unis d'exercer des pressions économiques sur plusieurs pays pour qu'ils autorisent le *depo provera*. On cite notamment le cas de l'Egypte.

Les idéologues de l'apartheid ont toujours rêvé de débarrasser l'Afrique du Sud des Noirs, exception faite des *Gastarbeiter* tolérés pour travailler pendant des périodes limitées et dans des zones précises. Un tel projet peut paraître démentiel dans un pays où les Blancs ne forment que 16% de la population. Pourtant la politique des bantoustans, poursuivie activement par Pretoria, vise précisément ce résultat.



Stériliser la population noire...

L'œil fixé sur le taux de croissance démographique très faible des Blancs (qui avoisine 0,9%), les responsables ne cessent de lancer des cris d'alarme. Le maire de Johannesburg a ainsi prédit l'« extinction de la race blanche » si les femmes blanches continuent d'utiliser la pilule... Confrontés à l'écart qui ne cesse de se creuser face à la poussée démographique africaine, peu de responsables blancs oseraient préconiser la stérilisation forcée des Noirs comme le faisait Robbie Leibrandt, dirigeant du Parti national, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Une curieuse enquête sur la « fertilité des ménages » lancée au printemps 1981 par l'ancien ministre des statistiques, Andries Treurnicht, a montré que certains pouvaient encore en rêver. La politique officielle du gouvernement sud-africain est de diffuser massivement le *depo provera* à travers un réseau de cliniques réservées aux Noirs et réparties sur l'ensemble du

territoire. Les arguments employés sont des plus persuasifs. Des femmes affirment qu'à la maternité des pressions sont exercées pour les obliger à prendre des contraceptifs. Des lycéennes déclarent avoir reçu des piqûres contraceptives alors qu'elles n'avaient rien demandé.

Un dangereux combat d'arrière garde

La recherche sud-africaine dans ce domaine est très poussée. Les chercheurs bénéficient de facilités importantes leur permettant des expérimentations à grande échelle. Le *South African Medical Journal* a révélé en 1981 que l'un d'entre eux, M. Karstadt, menait depuis six ans, en Afrique du Sud et en Rhodésie, des campagnes d'injection de doses massives de *depo provera*. Son but était de ramener la fréquence des piqûres à deux par an.

Les conséquences à long terme d'une telle utilisation ne sont, bien sûr, pas connues. On sait seulement que le triplement de la dose normale, qui est de 150 mg tous les deux mois, rend les femmes stériles beaucoup plus longtemps après la fin du traitement. Des recherches menées en laboratoire sur des animaux ont montré que les risques de cancer sont également plus importants dans ce cas. Certains effets connus du *depo provera* (saignements excessifs, aménorrhée, conséquences pour des bébés nourris au sein par des mères en traitement), exigent par ailleurs une infinité de précautions qui sont loin d'être respectées lorsque le médicament est utilisé massivement dans les campagnes.

Le gouvernement de Pretoria suivra-t-il l'exemple du Zimbabwe et du Kenya et retirera-t-il le *depo provera* des cliniques d'Afrique du Sud et de Namibie ? Les dirigeants de l'apartheid ne nous ont pas habitués à des revirements aussi spectaculaires. Il faut, au contraire, craindre l'intensification des campagnes d'injection à mesure que monte la paranoïa des autorités face au renforcement des luttes contre l'apartheid.

Abdou BERRADA